

FC/vo

Berne, le 2 mars 1963.

de l'accord franco-allemand de maintien de contacts  
 avec leurs collègues allemands. M. Baudet ne voit pas  
 très bien comment, pratiquement, cette coopération peut  
 être mise en œuvre.

### Note au Chef du Département

Midi

L'Ambassadeur de France a été rapidement à Paris la semaine dernière.

Il a trouvé M. Couve de Murville "tendu" et l'atmosphère au Quai d'Orsay "soucieuse", en revanche, le Général de Gaulle parfaitement serein et qualifiant de "péripétie" les remous provoqués par sa prise de position. M. Massigli critique sévèrement la politique du Général.

M. Baudet pense que la progression du Marché Commun va subir un ralentissement. Il avait même l'air d'avoir des doutes sur la viabilité de la Communauté.

M. Stopper a rencontré, d'autre part, M. Clappier. Ce dernier, dans la conversation, aurait laissé entendre que l'avenir du Marché Commun n'était pas certain.

Il est intéressant de rapprocher ces deux déclarations. Sont-elles faites dans un but tactique ou procèdent-elles d'une politique délibérée de "sabotage de l'Europe" comme le prétend l'hebdomadaire "Démocratie 63" selon un rapport que nous a adressé le 28 février notre Ambassade en France?

M. Baudet me dit en outre que les Ambassadeurs de France ont reçu pour instruction, à la suite

Copie à: M. l'Ambassadeur Stopper  
 Ambassade de Suisse, Paris.

t.s.v.p.

-2. März 1963



Berne, le 2 mars 1953.

10/50

de l'accord franco-allemand, de maintenir d'étroits contacts avec leurs collègues allemands. M. Baudet ne voit pas très bien comment, pratiquement, cette coopération peut jouer et quelle est son utilité.

Note au Chef du Département

Micheli

L'ambassadeur de France a été rapide- ment à Paris la semaine dernière.

Il a trouvé M. Couve de Murville "étonné" et l'atmosphère au Quai d'Orsay "soulagée", en revanche, le Général de Gaulle parlait de "périphérie" les réserves provoquées par sa prise de position. M. Massigli critique sévère- ment la politique du Général.

M. Baudet pense que la proposition

du Marché Commun va subir un ralentissement. Il avait même l'air d'avoir des doutes sur la viabilité de la Communauté.

M. Stöcker a rencontré, d'autre part, M. Gaspier. Ce dernier, dans la conversation, avait laissé entendre que l'avenir du Marché Commun n'était pas certain.

Il est intéressant de rapprocher ces deux déclarations. Sont-elles faites dans un but tactique ou procèdent-elles d'une politique délibérée de "sabotage de l'Europe" comme le prétend l'hebdoma- aire "Démocratie 57" selon un rapport que nous a adressé le 28 février notre Ambassade en France?

M. Baudet me dit en outre que les Ambas- sades de France ont reçu pour instruction, à la suite

Copie à: M. l'Ambassadeur Stöcker  
Ambassade de France, Paris.

S. Micheli

J. S. V. P.